

UNIVERSITE D'ÉTÉ DU PARTI SOCIALISTE

CamPuS2021

Atelier « conférence sur l'avenir de l'Europe »

 27 août 2021  16h30-17h45

 Blois, Cinéma, salle 1

Discours de Christophe Rouillon, Maire de Coulaines (France), Président du Groupe socialiste au Comité européen des Régions

Chers amis, Chers camarades,

Bonjour à tous,

J'ai le plaisir et l'honneur d'intervenir devant vous en qualité de Président du Groupe socialiste du Comité européen des Régions, l'institution européenne qui est en quelque sorte le Sénat des communes et des régions au sein de l'UE. Nous, élus socialistes, représentons la deuxième force politique du CdR avec 92 membres sur 329.

Nous travaillons étroitement avec le groupe social-démocrate du Parlement européen et avec sa Présidente Iratxe García qui nous soutient dans l'organisation d'un rassemblement consacré au Pacte vert et social que nous organiserons à Séville le vendredi 26 novembre en présence du Premier ministre socialiste, notre camarade espagnol Pedro Sanchez.

Pour les collectivités territoriales, les enjeux de la Conférence sur l'avenir de l'Union sont clairs :

- D'abord, faire partie du casting de la Conférence et décentraliser les débats qui ne doivent pas, comme en 2005, se tenir à huis clos à Bruxelles au risque d'aboutir à un nouveau rejet de nos propositions par les peuples ;

- Ensuite, faire en sorte que cette Conférence soit une **étape historique** vers une modification du fonctionnement de l'Union européenne. Même si cette Conférence ne devrait pas déboucher immédiatement sur des réformes des traités, il s'agit de profiter de l'occasion qui nous est offerte pour afficher notre présence dans des réunions décentralisées et sur les réseaux sociaux et ainsi d'augmenter la pression sur les décideurs européens pour lancer le chantier de réformes de l'Union européenne, 15 ans après le Traité de Lisbonne ;
- Enfin, il faut agir pour que les réformes proposées ne soient pas seulement institutionnelles mais portent sur les politiques concrètes de l'Union, afin de répondre aux attentes des citoyens européens et aux exigences sociales, écologiques et citoyennes de notre temps.

*

En ce qui concerne l'implication des collectivités locales dans le processus de la Conférence qui doit s'achever en pleine campagne présidentielle au première semestre de 2022, nous avons gagné la première bataille de la reconnaissance car la délégation du Comité des Régions au sein de la conférence compte 18 représentants, dont 5 élus locaux et régionaux socialistes.

Mais cela n'est pas suffisant : il faut que nous, les militants socialistes en Europe, à tous les niveaux, que ce soit local, régional ou national, nous nous appropriions cette Conférence, notamment à travers la plateforme numérique, véritable Facebook de la Conférence.

Ce sera un défi d'élargir la participation au-delà du cercle des europhiles et d'instaurer un débat contradictoire et maïeutique sur l'Europe que nous désirons.

Dès maintenant faisons remonter nos propositions via les réseaux d'élus et organisons des débats dans nos sections, dans nos communes et régions. Le Groupe socialiste du CdR peut vous y aider, y compris financièrement même si seuls les plus véloces seront servis.

Nous défendons cette ouverture populaire de la Conférence. Dans ce but, le groupe Socialiste, que j'ai l'honneur de présider, structure un réseau « YEP » de jeunes élus locaux et régionaux. Nous les invitons d'ailleurs à participer à nos travaux de l'évènement de Séville. Avis aux intéressés qui souhaitent faire le déplacement en Espagne à l'automne !

*

Notre idée force, au Comité européen des Régions, est que la Conférence sur l'Avenir de l'Europe débouche sur un agenda de réformes concrètes sur lesquelles les partis politiques européens devront se positionner lors des élections européennes en 2024.

Bien sûr, comme d'habitude, les gouvernements des Etats membres ne voient pas la Conférence du même œil et souhaiteraient, pour la majorité d'entre eux, en rester au *statu quo* actuel.

Je ne crois pas que ce soit ce qu'attendent nos citoyens et je serais heureux d'entendre vos réactions à ce sujet.

*

Enfin, au-delà des réformes institutionnelles attendues, comme le renforcement de la démocratie participative en Europe, la mise en place de mécanismes de consultation citoyenne permanents, le renforcement de l'outil de l'initiative citoyenne européenne ou la mise en place d'un budget participatif de l'Union européenne, nous devons avoir un agenda de réformes des politiques de l'Europe.

Nous pouvons déjà, comme l'a souvent suggéré Antonio Costa, Premier ministre socialiste du Portugal, utiliser les flexibilités du Traité pour arriver à nos fins, par exemple sur la convergence fiscale.

Face aux agressions d'Orban et de gouvernement de la Pologne, nous pouvons sans modification des traités défendre les droits des personnes LGBTQI+. C'est ce que nous faisons au sein du Groupe socialiste du CdR avec les villes et régions qui se déclarent "zones de liberté" pour les LGBTQI+.

J'engage d'ailleurs tous les élus que vous êtes à rejoindre Paris et ma ville de Coulaines qui sont pour le moment, en France, les deux seules villes socialistes à s'être déclarées "Zone de liberté"

Les idées de réforme de l'Union – et je crois que les députés socialistes du Parlement européen ne me contrediront pas – nous les avons déjà. Et les sociaux-démocrates ont défendu et mis en œuvre grâce à l'action de leurs commissaires européens, les mesures d'urgence pour surmonter la crise économique provoquée par la COVID-19 à savoir :

- L'embryon d'assurance chômage européenne (ndlr : le mécanisme SURE) ;
- La suspension du Pacte de Stabilité et de croissance et l'augmentation substantielle du budget de l'Union européenne ;

- La création de ressources autonomes pour alimenter le budget européen ;
- Et la taxation des multinationales au niveau global.

Je prétends que nous devons aller plus loin en poussant notre avantage sur la réforme du Pacte de Stabilité et de Croissance et une démocratisation du très obscur Semestre européen qui passera au crible l'application par les États du plan de relance de 760 milliards d'euros, sur la prise en compte des objectifs de développement durable dans l'ensemble de nos politiques publiques, sur la nécessité de développer un droit concret à un logement de qualité au niveau européen, sur une nouvelle dynamique pour la reconnaissance européenne des services publics ou sur l'urgence d'une transition écologique et sociale pour tous.

Au final ma recommandation concernant le débat sur l'avenir de l'Europe est simple : à nos débats locaux, à nos écrans, rendez-vous dans les 35 000 villes et villages de France pour propulser au premier plan nos idées sociales démocrates ! Notre expérience à la tête de très nombreuses villes et régions est un atout qui doit permettre d'arrimer l'Europe à des politiques concrètes pour tous les Européens et de débrider le puissant moteur de l'Union européenne.

En avant pour dessiner les contours de l'Europe que nous aimons et que nous voulons vraiment !

Merci de votre attention.
